

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/TE/3  
2 décembre 2002

(02-6637)

Comité du commerce et de l'environnement  
Session extraordinaire

## RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT AU COMITÉ DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES

1. La troisième réunion de la Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement (CCE) a eu lieu les 10 et 11 octobre 2002. Le rapport de cette réunion figure dans le document TN/TE/R/3.

### I. ÉTAT DES TRAVAUX

#### A. PARAGRAPHE 31 i)

2. Un certain nombre de nouveaux documents ont été distribués au titre de ce point: la communication TN/TE/W/9 de l'Arabie saoudite, la communication TN/TE/W/10 du Japon, la communication TN/TE/W/11 du Taipei chinois, la communication TN/TE/W/12 de la Nouvelle-Zélande, et la communication TN/TE/W/13 de la Corée. L'examen des deux approches qui s'étaient dégagées à la précédente réunion pour les travaux concernant le paragraphe 31 i) s'est poursuivi. Un grand nombre de participants ont appuyé l'idée de la méthode de l'inclusion qui avait été proposée et qui comprenait trois phases (voir le document TN/TE/2). Une délégation a énuméré six accords environnementaux multilatéraux (AEM) qui pourraient être pris comme point de départ des discussions. Toutefois, certains participants ont recommandé que les travaux de la Session extraordinaire du CCE suivent une approche plus conceptuelle, faisant valoir qu'elle n'exclurait pas l'examen des obligations commerciales spécifiques. L'un d'eux a demandé que la Session extraordinaire fonde ses travaux sur des "modules", qui incluraient: 1) les questions de portée et de définition; 2) l'élaboration de certains principes régissant la relation entre l'OMC et les AEM (par exemple l'absence de hiérarchie et la complémentarité); 3) le dialogue avec les Secrétariats des AEM; 4) l'élaboration d'options ou de solutions. Certains ont laissé entendre que ces deux approches ne s'excluaient pas mutuellement et qu'elles pouvaient être suivies en parallèle.

3. Les débats ont beaucoup porté sur les concepts contenus dans le mandat. Les participants ont examiné les expressions suivantes: 1) AEM; 2) obligations commerciales spécifiques; et 3) "règles pertinentes de l'OMC". S'agissant des AEM, certains étaient d'avis que l'on définisse le concept, d'autres y étaient opposés. Pour certains de ceux qui y étaient opposés, le mandat était limité à l'applicabilité des règles de l'OMC aux parties à un AEM. Ceux qui étaient en faveur d'une définition ont proposé certains critères que le Comité pourrait examiner, comme celui de l'"universalité". Quelques participants ont fait valoir que les AEM pourraient être identifiés plutôt que définis. Les débats ont également porté sur la question de savoir si le mandat visait les accords environnementaux régionaux et les AEM qui n'étaient pas encore entrés en vigueur.

4. S'agissant des obligations commerciales spécifiques, les débats ont porté sur l'interprétation plus ou moins large qu'il conviendrait de donner à ce terme. De l'avis général, semblait-il, les mesures commerciales obligatoires prévues explicitement par les AEM qui étaient en vigueur constituaient des obligations commerciales spécifiques, mais il y avait désaccord au sujet d'autres types de mesures

commerciales prises conformément aux AEM et par-delà des décisions des Conférences des Parties. Selon un avis, les obligations commerciales spécifiques ne pouvaient être jugées isolément et il serait nécessaire de prendre en compte leur contexte. Ce contexte inclurait d'autres dispositions pertinentes de l'AEM considéré, ainsi que les décisions de la Conférence des Parties. Quelques participants ont déclaré que d'autres solutions que les mesures commerciales, par exemple le transfert de technologie ou l'assistance financière et technique, pouvaient être parfois plus efficaces pour réaliser les objectifs environnementaux des AEM. S'agissant des "règles de l'OMC pertinentes", certains participants estimaient qu'elles dépassaient le cadre de l'article XX du GATT, et pouvaient inclure d'autres dispositions du GATT ou des Accords de l'OMC.

5. Les nouvelles communications présentées à la réunion ont été examinées en rapport avec certaines de ces expressions et des questions plus conceptuelles avancées par certaines délégations, telles que le renversement de la charge de la preuve. Un certain nombre de participants ont fait valoir qu'il était prématuré de débattre de résultats de la négociation car le Comité en était encore à une phase préparatoire. Ils ont rappelé aux participants que les négociations ne sauraient altérer l'équilibre des droits et obligations des Membres au titre des règles de l'OMC (paragraphe 32 de la Déclaration ministérielle de Doha). D'autres ont répliqué qu'il faudrait se demander quand une clarification des règles pourrait commencer à constituer une modification de cet équilibre. En outre, il a été rappelé au Comité qu'un participant avait demandé que des lignes directrices pour les négociations soient élaborées avant le lancement de la phase des négociations.

6. Plusieurs participants ont dit qu'il importait dans ces négociations de ne pas interpréter les AEM, de ne pas se laisser aller à les renégocier, de ne pas créer pour les gouvernements une désincitation à y participer, ni de négliger l'importance d'une coordination nationale entre les fonctionnaires chargés des questions commerciales et ceux qui s'occupent des questions environnementales. Il a été convenu que le Secrétariat établirait une compilation de toutes les propositions présentées à la Session extraordinaire du CCE au titre de ce point, pour la première réunion du Comité de l'année prochaine.

#### B. PARAGRAPHE 31 II)

7. Un nouveau document a été distribué au titre de ce point, la communication TN/TE/W/15 des CE. Certaines délégations ont appuyé la demande d'action rapide en ce qui concerne cette partie du mandat. Les débats ont porté principalement sur: 1) les procédures d'échange de renseignements entre les Secrétariats des AEM et les Comité pertinents de l'OMC; 2) la question du statut d'observateur. Un certain nombre d'idées ont été avancées sur les moyens d'améliorer l'échange de renseignements: la régularisation/l'institutionnalisation des séances d'information existantes sur les AEM, la création d'un flux de renseignements à double sens entre l'OMC et les AEM, l'organisation d'activités parallèles de l'OMC dans le cadre des Conférences des Parties des AEM, l'échange de documents. Les discussions ont aussi porté sur les types de documents visés par le mandat et la nécessité de respecter la confidentialité des documents. Il a été demandé que les organes de l'OMC qui pourraient bénéficier de l'échange de renseignements avec les Secrétariats des AEM soient identifiés.

8. S'agissant de la question du statut d'observateur, deux points ont été examinés: 1) le statut d'observateur auprès de la Session extraordinaire du CCE proprement dite; 2) les critères pour l'octroi du statut d'observateur qui doivent être établis au titre du paragraphe 31 ii) de la Déclaration ministérielle. En ce qui concerne le premier point, il a été suggéré que le statut d'observateur auprès de la Session extraordinaire du CCE soit accordé au PNUE et aux Secrétariats d'AEM sur une base *ad hoc*, sans préjudice des consultations en cours au Comité des négociations commerciales (CNC). D'une manière générale, les participants étaient largement favorables à un règlement rapide de la question du statut d'observateur auprès de la Session extraordinaire du CCE. Pour ce qui est du statut d'observateur visé dans le mandat énoncé au paragraphe 31 ii), une nouvelle proposition a été faite

pour qu'une présomption positive soit établie en faveur de l'octroi du statut d'observateur aux Secrétariats des AEM et au PNUE, et pour que la Présidente de la Session extraordinaire du CCE consulte les Secrétariats des AEM et le PNUE au sujet des organes de l'OMC auxquels ils pourraient apporter leur contribution. Toutefois, aucune décision n'a été prise. Selon un avis, puisque le statut d'observateur pouvait améliorer l'échange de renseignements, il s'agissait de l'élément le plus important du mandat au titre du paragraphe 31 ii); il a été laissé entendre que des critères devaient être établis pour définir ce qui constitue un AEM afin de servir de base à l'octroi du statut d'observateur. Certaines délégations ont fait valoir que le CNC et le Conseil général étaient saisis de la question du statut d'observateur, et que la Session extraordinaire du CCE devait attendre leur décision. Toutefois, d'autres ont répondu qu'il importait de ne pas vider de sa substance le mandat conféré au paragraphe 31 ii), faisant valoir que la Session extraordinaire du CCE avait un rôle à jouer. Il a été convenu qu'un nouveau document serait élaboré sur le statut d'observateur auprès des différents organes de négociation établis avant et après Doha.

#### C. PARAGRAPHE 31 III)

9. Les participants ont été informés des consultations qui avaient eu lieu entre les Présidents du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, de la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services et de la Session extraordinaire du CCE. Ces consultations visaient à éviter que les travaux dans le cadre du mandat au titre du paragraphe 31 iii) ne fassent double emploi et à améliorer les flux de renseignements entre ces trois organes de négociation. Deux nouveaux documents ont été distribués au titre de ce point, la communication TN/TE/W/8 des États-Unis et la communication TN/TE/W/14 du Qatar. À la réunion, plusieurs participants se sont dits opposés à l'emploi du critère du procédé et de la méthode de production pour l'identification des biens environnementaux. Plusieurs participants ont évoqué les travaux qui avaient été menés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et par l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) sur les biens environnementaux, certains laissant entendre que l'on pourrait s'en servir comme base des travaux à mener dans le cadre de ce mandat. Un certain nombre de participants ont appuyé la proposition visant à ce que les technologies et les systèmes ayant un bon rendement énergétique soient examinés au titre du paragraphe 31 iii). Enfin, il a également été signalé qu'une assistance technique aiderait à identifier les biens environnementaux dont l'exportation présentait un intérêt pour les pays en développement.

#### D. ASSISTANCE TECHNIQUE

10. Certains participants ont souligné l'importance de l'assistance technique au cours des négociations sur le commerce et l'environnement. Les participants ont été invités à prendre activement part aux débats sur le Plan d'assistance technique de l'OMC pour 2003, afin que leurs besoins dans ce domaine des négociations soient dûment pris en compte.

## II. QUESTIONS EN SUSPENS

11. L'une des questions en suspens les plus pressantes dont la Session extraordinaire du CCE était saisie était celle du statut d'observateur. Tandis que le CNC et le Conseil général menaient des consultations à ce sujet, il serait utile que les participants réfléchissent à la proposition selon laquelle le statut d'observateur *ad hoc* serait octroyé réunion par réunion aux organisations qui en avaient fait la demande à la Session extraordinaire du CCE. Cette proposition serait sans préjudice de la décision qui pourrait être prise par le CNC ou le Conseil général.

### **III. TRAVAUX FUTURS**

12. Étant donné les divergences de vues quant à la façon de poursuivre l'exécution du mandat au titre du paragraphe 31 i), la Présidente a décidé de consulter les délégations. Des consultations informelles sur la structure des travaux découlant du mandat au titre du paragraphe 31 i) ont eu lieu le 12 novembre 2002. Il a été décidé que la Session extraordinaire du CCE ferait porter son attention sur les obligations commerciales spécifiques découlant des AEM pertinents, et que cela n'empêcherait pas d'aborder des questions de définition ou autres.

---